

1935-2035 : un siècle de ruptures démographiques

Jean-Claude Chasteland, Jean-Claude Chesnais

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE** 2006/4 Hiver, PAGES 1003 À 1016
ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

DOI 10.3917/pe.064.1003

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2006-4-page-1003?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2006-4-page-1003?lang=fr).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

1935-2035 : un siècle de ruptures démographiques

Par **Jean-Claude Chasteland** et **Jean-Claude Chesnais**

Jean-Claude Chasteland a partagé sa carrière entre l'Institut national d'études démographiques (INED) et l'Organisation des Nations unies (ONU), où il a occupé différents postes de 1963 à 1991, dont celui, au siège, de directeur de la division de la population. Il s'est surtout spécialisé dans les problèmes de population du Tiers-Monde.

Jean-Claude Chesnais, docteur en démographie et en sciences économiques, est maître de conférences à l'École nationale d'administration (ENA) et à l'École polytechnique. Spécialiste des migrations, ses travaux se situent à l'interface de l'histoire et de la sociologie. Depuis 1985, il est directeur de recherches à l'INED.

De 1935 à 1970, la révolution sanitaire et le progrès économique produisent un véritable emballement démographique. À la fin des années 1960, la croissance ralentit à la suite d'une baisse de la fécondité qui touche simultanément les pays développés et certaines régions du Tiers-Monde. Aujourd'hui, cette baisse s'est généralisée, au point que de nombreux pays ont une fécondité inférieure au seuil de reproduction. Cette tendance lourde va conduire, en un peu plus d'une génération, à un vieillissement sans précédent de la population mondiale.

politique étrangère

Le siècle 1935-2035 est unique dans l'histoire de l'humanité : la population humaine connaît un accroissement sans précédent, passant de l'ordre de 2 milliards d'habitants à plus de 8 milliards. Au début de notre ère, elle avoisinait les 250 millions d'individus, puis elle n'a varié que très lentement jusqu'au XVIII^e siècle. Mais le recul de la mortalité va changer les données. Celle-ci apparaît dans la partie la plus avancée du monde, en Europe, et permet l'explosion démographique du Vieux continent, avec les tensions qu'elle engendre entre puissances rivales, le déferlement vers les Nouveaux Mondes et la colonisation de la moitié « vide » de la planète (sur un espace total de 70 millions de km², les Amériques, l'Océanie et la Russie à l'est de l'Oural ne totalisent que 22 millions d'habitants en 1700... contre 900 millions aujourd'hui !). Même la genèse de l'ordre bipolaire (1945-1989) ne peut se comprendre sans référence à l'histoire démographique longue. De 1750 à 1900, la croissance démographique des îles

britanniques entraîne la multiplication de leur population par six, ainsi qu'un essaimage sur tous les continents (à l'exception de l'Europe) ; elle donne naissance aux États-Unis. Dans le même temps, la population russe a quintuplé, passant de 20 millions à 100 millions d'individus ; une telle évolution contribue à l'éclosion de la matrice soviétique. Le présent est donc, dans une large mesure, le fruit du passé.

Croissance et accélération : 1935-1970

La révolution sanitaire

Le régime démographique ancien se caractérise avant tout par la récurrence des crises de surmortalité (guerres, famines, épidémies) qui dessinent des fluctuations démographiques à la fois fréquentes et violentes. La vie humaine était brève, aléatoire. Peu à peu, avec la naissance de l'État moderne, le recul de la mortalité, d'abord lent et confiné à quelques pays de climat tempéré favorisés comme ceux du quart nord-ouest de l'Europe, va se propager et s'accélérer, créant ainsi un emballement démographique sans précédent.

La paysannerie française sera pionnière dans la diminution séculaire de la natalité ; du coup, l'incidence de l'abaissement de la mortalité sera neutralisée par celle de la chute de la fécondité. La France sera le seul grand pays moderne à ne pas connaître de véritable croissance démographique avant 1945.

Jusqu'en 1914, l'allongement de la durée de vie (et donc la croissance démographique) ne concerne qu'une avant-garde composée quasi exclusivement de pays européens ; la seule exception est le Japon qui, dès la Restauration de Meiji (1868), s'est employé, pour combler son retard, à emprunter ses innovations à l'Occident et à les appliquer. On retrouve dans cette avant-garde l'Europe entière (sauf quelques franges enclavées ou périphériques), les pays anglo-saxons d'outre-mer (États-Unis, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande), plus certains pays d'Amérique latine tempérée à fort peuplement européen (Argentine, Chili, Uruguay) ou encore d'Asie orientale situés dans l'orbite japonaise (Corée, Taiwan). Ces pays ont été les premiers à bénéficier de la médecine pasteurienne (vaccinations, hygiène publique). Durant l'entre-deux-guerres viendront les pays suiveurs. Ce groupe comprend des pays fortement liés par l'histoire (immigration, colonisation), ou par la géographie (proximité physique), aux pays les plus en avance dans l'innovation : le progrès s'y accomplit par la diffusion des connaissances apprises à leur contact. Il s'agit de pays latino-américains tels le Brésil, le Mexique ou la Colombie, des principaux

pays asiatiques (Inde, Indonésie, Chine), enfin de l'Afrique du Nord et de nombreuses colonies d'Afrique subsaharienne.

En 1970, l'humanité entière, à des degrés divers, bénéficie de la médecine scientifique et des vaccinations. À l'échelle du monde, l'espérance de vie a bondi, puisqu'elle est passée, en moyenne, à 68 ans, au lieu des 20-25 ans qui prévalaient dans les sociétés agraires traditionnelles sans armature étatique, sans médecine scientifique et sans maîtrise de l'énergie.

L'emballlement démographique

Le changement de régime démographique a été tel qu'en Inde, par exemple, l'espérance de vie à la naissance a presque triplé par rapport à la situation qui prévalait avant 1920. La croissance démographique alors irrégulière, très faible – voire négative – n'a donc pas tardé à décoller.

L'espérance de vie en Inde a presque triplé par rapport à 1920

Les pronostics de l'époque étaient unanimement pessimistes, pour l'Inde en particulier : en l'absence de contrôle drastique des naissances, le pays famélique, symbole de la misère perpétuelle, semblait voué à de terribles famines. Ce ne fut pas le cas : grâce aux découvertes de Norman Borlaug (variétés à haut rendement, associées à l'irrigation), la révolution verte, au milieu des années 1960, permit d'échapper au cycle infernal des catastrophes.

Vitesse, universalité et causalité

À ses débuts, la baisse de la mortalité est lente et hésitante, puis, avec le temps, elle s'accélère, les progrès devenant cumulatifs. Dès l'entre-deux-guerres, la révolution sanitaire s'est mondialisée, et plus elle est tardive, plus son essor est rapide : les bénéfices des découvertes médicales et des innovations socioéconomiques se télescopent. Dès lors, on atteint dans les pays en développement qui ne connaissent pas encore de baisse de la fécondité un rythme de croissance démographique pouvant aller jusqu'à 3 %, voire 4 % par an.

C'est durant la décennie 1960 que le maximum historique est atteint pour la planète : 2,1 % par an. Face à la montée des besoins, l'administration, voire la planification, s'imposent : les vaccinations, l'utilisation des antibiotiques et des sulfamides, l'essor de la production alimentaire font reculer le chaos biologique d'antan et donnent à chaque nouveau-né, au sens littéral, une *espérance de vie*. L'idée d'investissement, de projection dans le futur, apparaît.

Tableau 1. La population des 10 pays les plus peuplés
en 1935, 1970, 2005 et 2035
(en millions)

Rang	1935 (a)		1970 (b)		2005 (b)		2035 (d)	
1	Chine	550	Chine	831	Chine	1316	Inde	1455
2	Inde	300	Inde	555	Inde	1103	Chine	1450
3	États-Unis	130	États-Unis	210	États-Unis	298	États-Unis	380
4	URSS (c)	97	URSS (c)	131	Indonésie	223	Pakistan	293
5	Japon	70	Indonésie	107	Brésil	186	Indonésie	284
6	Allemagne	63	Japon	104	Pakistan	158	Bangladesh	230
7	Indonésie	63	Brésil	96	Féd. de Russie	143	Brésil	227
8	Royaume-Uni	42	Allemagne	78	Bangladesh	142	Nigeria	220
9	Italie	42	Bangladesh	66	Nigeria	132	Éthiopie	138
10	France	40	Pakistan	62	Japon	128	Mexique	
	Monde	2100		3700		6500		8500

Notes : (c) Territoire de l'actuelle Fédération de Russie. (d) Variante moyenne des différentes projections.

Sources : (a) Sociétés des Nations, *Annuaire Statistique 1935/36*, Genève, SDN, 1936.

(b) Nations unies, *World Population Prospects. The 2004 Revision*, New York, ONU, Division de la population DESA, 2006.

Décélération et essoufflement : 1970-2005

Le tournant des années 1960

En dépit des pertes de la Seconde Guerre mondiale, la croissance de la population humaine aura été continue entre 1935 et 1970, période surtout marquée par une accélération sans précédent depuis la fin du conflit. Alors même que cette croissance accélérée suscitait une inquiétude grandissante, un événement se produisit dans la seconde moitié des années 1960 qui, passé inaperçu sur le moment, allait se révéler un moment clé de l'histoire démographique contemporaine : la fécondité commençait à baisser simultanément dans plusieurs pays et régions du monde (Tableau 2). Ce mouvement s'étendait non seulement à des pays développés comme les États-Unis – où le *baby-boom* de l'après-guerre avait été particulièrement soutenu –, le Japon, la Russie, les Pays-Bas ou l'Australie, mais aussi à des pays en développement d'Asie, comme la Corée du Sud, la Malaisie, et d'Amérique latine, comme le Brésil et le Chili, ainsi que la Turquie. Il se propage et s'accélère surtout à partir des années 1970, dans tous les pays industriels et les grands pays d'Asie – comme la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Bangladesh –, d'Amérique latine –

comme la Colombie et le Mexique – ainsi qu’en Afrique du Nord – en Tunisie puis au Maroc. Les pays où la fécondité est restée à un stade pré-transitionnel ne représentent plus aujourd’hui qu’une fraction de la population mondiale : 5 % en 2005. Les dernières projections des Nations unies indiquent, dans leur variante moyenne, qu’en 2035, seuls quelques pays, situés principalement en Afrique subsaharienne ou en Asie de l’Ouest et du Sud, devraient avoir une fécondité au-dessus du seuil de renouvellement des générations¹.

Pour mesurer le caractère sans précédent de cette baisse dans le Tiers-Monde, il faut la rapprocher de celle qu’avaient connue la plupart des pays industriels lors de leur propre transition. Il avait fallu plus d’un siècle à ces pays pour que la fécondité passe de 5-6 enfants à 2 enfants par femme, alors que des pays comme la Chine, le Brésil ou l’Iran ont mis seulement une trentaine d’années pour faire ce même parcours et davantage encore, puisque ces trois pays ont aujourd’hui une fécondité qui se situe *en dessous* de ce seuil. C’est donc un nouveau paradigme qui s’impose et implique (c’est déjà le cas dans beaucoup de pays intermédiaires) une reconversion des politiques de planification familiale et la prise en compte des problèmes de vieillissement.

On comprend encore mal, faute d’une théorie générale des mouvements de la fécondité, pourquoi la baisse de la fécondité s’est déclenchée dans les années 1960 – il s’agit là d’une très courte période à l’échelle

Tableau 2. Évolution de l’indice synthétique de fécondité (ISF) par grande région, 1950-2000 et projection à 2030 (par décennies)

Régions	ISF						
	1950-1955	1960-1965	1970-1975	1980-1985	1990-1995	2000-2005	2030-2035 (a)
Pays en développement :	6,2	6,0	5,4	4,2	3,4	2,9	2,2
Afrique	6,7	6,9	6,7	6,5	5,7	5,0	3,1
dont subsaharienne	6,7	6,8	6,8	6,7	6,1	5,5	3,3
Asie	5,9	5,6	5,1	3,7	3,0	2,5	1,9
dont Asie de l’Est	5,7	5,2	4,5	2,5	1,9	1,7	1,8
Asie du Sud	6,1	6,0	5,6	4,8	4,1	3,2	1,9
Amérique latine	5,9	6,0	5,1	3,9	3,0	2,6	1,9
Pays développés	2,8	2,7	2,1	1,9	1,7	1,6	1,7
Monde	5,0	5,0	4,5	3,6	3,0	2,7	2,1

Note : (a) variante moyenne des différentes projections.
Source : Nations unies (2006), *op. cit.* [1].

La baisse de fécondité qui touche le Tiers-Monde est sans précédent

1. Nations unies, *World Population Prospects. The 2004 Revision*, New York, ONU, Division de la population DESA, 2006.

démographique – *de manière simultanée*, dans des sociétés aussi différentes que celles des pays européens – où il s’agissait d’une reprise d’un mouvement séculaire après la parenthèse du *baby-boom* –, et celles des pays asiatiques ou latino-américains², où il s’agissait d’une expérience inédite.

Une seconde transition démographique ?

Si, dans les pays en développement, la période de transition de la fécondité représente un moment clé de l’histoire démographique contemporaine, ce dernier ne doit pas occulter un autre événement qui se produisit au même moment dans les pays développés et qui ne laisse pas d’interpeller encore les démographes. Historiquement, la première expérience connue de transition a touché les populations européennes, ou d’origine européenne, à partir du milieu du XVIII^e siècle. Suivant le schéma de la transition, on aurait dû observer une stabilisation de la fécondité autour du seuil de remplacement des générations. Cette stabilisation ne s’est pas produite comme prévu. Dans l’entre-deux-guerres, la baisse de la fécondité fut telle que certains gouvernements des pays européens, inquiets de ses conséquences, mirent en œuvre les premières politiques natalistes. Le fait qu’elles aient été associées à des mesures eugénistes et surtout raciales en Allemagne nazie les a déconsidérées pour longtemps.

Le *baby-boom* de l’après-guerre a fait oublier les inquiétudes des années 1930 jusqu’à ce que la fécondité connaisse de nouveau une baisse entre la fin des années 1960 et le début des années 1970. Cette fois, cette baisse atteignit des niveaux record, et les espoirs qu’elle s’arrête d’elle-même – avec un possible retour au seuil de renouvellement de 2,1 enfants par femme –, ont été jusqu’à présent déçus. En Europe, le nombre moyen d’enfants par femme est aujourd’hui de 1,4 et, dans certains pays comme l’Allemagne, l’Italie et l’Espagne, il n’est que de 1,3. Dans les pays de l’Est, le taux de fécondité est encore plus bas : en Russie ou en Ukraine, il avoisine 1,1. Au Japon, où le taux de fécondité était longtemps resté stable (autour de 1,8), il est tombé à 1,3. Même si le recul de l’âge de la maternité accentue artificiellement cette baisse dans les générations de femmes plus âgées, les possibilités de « récupération » par les générations plus jeunes semblent limitées. C’est dans ce contexte difficile que plusieurs gouvernements d’Europe (l’Allemagne, l’Italie, la Pologne et surtout la Russie) et d’Asie orientale (Corée du Sud, Japon, Singapour) ont pris des mesures, encore timides, pour tenter de relever le niveau de fécondité. L’expérience déjà ancienne de pays comme la France ou la Suède – qui ont mis en

2. J.C. Caldwell, « The Globalization of Fertility Behavior », in R.A. Bulatao et J.C. Casterline (dir.), *Global Fertility Transition – Population and Development Review*, vol. 27, 2001, supplément, p. 93-115.

œuvre une politique orientée, pour la première vers la cellule familiale, et pour la seconde vers la conciliation du double rôle des femmes (maternité et vie professionnelle) – est riche d'enseignements sur la portée et les limites de ces politiques, et pourrait servir de base à des politiques plus novatrices³.

Pour expliquer l'ampleur jusque-là inconnue de cette baisse, on a théorisé l'apparition d'une *deuxième transition démographique*, aux ressorts différents de la première et liés, pour l'essentiel, à l'adoption de nouvelles normes de comportement dans les sociétés post-modernes, peu propices à la procréation : recherche systématique de l'épanouissement de soi, individualisme, etc. La question est aujourd'hui de savoir si l'expérience européenne d'un régime durable de très basse fécondité va s'étendre aux pays du Tiers-Monde dont la fécondité est déjà en dessous du seuil de remplacement. Leur entrée dans un régime de très basse fécondité se produit cependant dans un contexte sociétal fort différent. Les niveaux de nuptialité et les coutumes socioculturelles dominantes de ces pays confèrent peu de crédit à une théorie de la convergence générale des sociétés vers les valeurs occidentales.

Polarisation de la population mondiale et inversion de la pyramide des âges : 2005-2035

Une démographie contrastée

La transition démographique en est à des stades très différents, même si son universalité devient évidente ; la baisse de la fécondité tend à se généraliser. Mais jamais l'amplitude des écarts de fécondité n'a été si forte. Certains pays ont un taux de fécondité près de deux fois inférieur au niveau d'équilibre (Europe méridionale et orientale ; Asie orientale : Chine urbaine et côtière, Japon, Corée du Sud, Taiwan). Pour d'autres, imprégnés de traditions millénaires et figurant parmi les plus pauvres, la taille moyenne de la famille est de plus de 7 enfants (Afghanistan, Niger, Ouganda). Ces pays sont de plus en plus rares, l'ère de la forte croissance s'éloignant. Après une longue phase d'accélération, qui a culminé dans les années 1960, le ralentissement se confirme de décennie en décennie : le taux de croissance de la population mondiale est descendu aujourd'hui à 1,2 % et ne serait plus que de 0,7 % en 2035, date à laquelle la population mondiale atteindrait 8,5 milliards d'individus. Cette ultime poussée de croissance serait due à la conjonction de trois facteurs : la baisse prévisible de la mortalité, malgré la pandémie du VIH-sida, la survivance de

3. P. Demeny, « Population Policy Dilemmas in Europe at the Dawn of 21st Century », *Population and Development Review*, vol. 29, n° 1, mars 2003, p. 1-28.

quelques zones de forte fécondité, et surtout le formidable potentiel de croissance accumulé dans les structures par âge des pays du Tiers-Monde quelques décennies plus tôt.

Contrastant avec cette croissance résiduelle, un nombre important de pays sont déjà entrés dans la phase post-transitionnelle de sous-fécondité et même de dépopulation, de déséquilibre permanent⁴. C'est le cas de l'Europe et du Japon. En Europe, 13 pays ont aujourd'hui des taux de croissance naturelle négatifs – dont la Russie. Le président Vladimir Poutine a récemment qualifié de « critique » la situation démographique de son pays⁵. Du fait de la mondialisation de cette baisse de fécondité, la question de l'explosion démographique qui avait alimenté tant de craintes appartient au passé ; elle se confine à certaines régions retardataires, comme l'Afrique subsaharienne ou la péninsule arabique. À l'échelle du monde, le nouvel horizon démographique est la fin de la croissance, voire la décroissance, de la population et un vieillissement généralisé.

Le temps présent est celui des contradictions, des paradoxes. Les gouvernements doivent gérer à la fois la croissance passée, celle des générations anciennes et nombreuses qui continuent à engendrer un

Les gouvernements doivent gérer à la fois les effets de la croissance passée et le syndrome de la dépopulation

sentiment de saturation sur le marché du travail et à faire pression sur le système de sécurité sociale et, parallèlement, le syndrome de dépopulation : la chute brutale de la fécondité les oblige à fermer les éco-

les, licencier les enseignants, s'adapter au dépeuplement des campagnes et se préparer à une baisse de population active par pénurie d'enfants. Un cas géographiquement proche, sans parler de ceux plus lointains de la Chine et de la Corée du Sud, est celui de la Tunisie où le taux de fécondité est tombé à 1,8 et où les autorités songent déjà au défi de la décroissance et du vieillissement à venir.

L'ère du gigantisme

Avec la dérive démographique des continents, la diffusion des technologies de dernière génération et la mondialisation des échanges, on assiste, depuis les années 1980, à une revanche de l'Asie et à l'irruption de l'ère du gigantisme, alors même qu'à l'Organisation des Nations unies (ONU), se multiplient les États membres dont la population n'excède pas celle d'une grande ville. Les deux géants démographiques de l'histoire sont devenus

4. Nations unies (2006), *op. cit.* [1].

5. C.J. Chivers, « Putin Urges Plan to Reverse Slide in the Birth Rate », *The New York Times*, 11 mai 2006.

milliardaires en nombre d'habitants, pour la Chine vers 1980, pour l'Inde vers l'an 2000. Parallèlement, les mégaloïles traditionnelles, Londres, Paris, Tokyo ou New York, ont depuis longtemps atteint leurs limites, alors qu'on voit éclore des agglomérations, quasi ingérables, de plus de 15 millions d'habitants : Mexico, Sao Paulo, Le Caire, Bombay, Shanghai, etc. À l'horizon d'une trentaine d'années, la Chine et l'Inde pourraient compter près de 1,5 milliard d'hommes, presque autant que la population totale de la planète en 1900⁶.

Maintien de l'hégémonie des États-Unis – jusqu'à quand ?

En matière démographique, le fossé transatlantique est profond. D'un côté, les États-Unis viennent de franchir le cap des 300 millions d'habitants et présentent une fécondité équilibrée (2,1 enfants par femme), tout en absorbant des vagues migratoires sans précédent. De l'autre, l'Europe – entité démographique de plus de 400 millions d'habitants – a une fécondité déficitaire (1,4 enfant par femme) et une plus grande résistance à l'immigration. Face au marasme économique, au scepticisme politique (refus de la constitution de l'Union européenne, divisions internes, réticence aux élargissements), aux faibles dépenses en recherche et développement, la rhétorique d'une Europe future « grande puissance mondiale » ne convainc plus.

Vers 2035, la population des États-Unis pourrait tendre vers les 400 millions d'habitants sur un marché unifié par une langue et une législation communes. Compte tenu de l'avantage en pouvoir d'achat, on estime que le marché américain représente, d'ores et déjà, en volume, l'équivalent de 600 millions de consommateurs de l'Europe des Vingt-Cinq. D'où la capacité d'attraction des capitaux, des investissements et des cerveaux.

L'Europe peut-elle rebondir ? L'absence de relèvement de la fécondité, le poids des réglementations, l'attachement au passé, l'absence de véritable harmonisation fiscale, monétaire ou en matière de politique étrangère, sèment le doute. En outre, les séquelles du communisme sont plus lourdes qu'on ne l'imaginait en 1989. L'absorption de la République démocratique allemande, fleuron des économies « socialistes », s'est avérée ruineuse. Pendant l'ère communiste, la moitié orientale de l'Europe est sortie de l'histoire, prenant des réflexes anti-économiques et accumulant les handicaps. L'accès à la démocratie, le renouvellement des élites et le changement des mentalités demeurent lents. Considérée dans son ensemble,

6. J.-Cl. Chasteland et J.-Cl. Chesnais (dir.), *La Population du monde : géants démographiques et défis internationaux*, Paris, INED, 2002.

l'économie européenne, avec une croissance inférieure à 2 %, est presque atone par rapport à l'économie mondiale (+ 5 %).

Il faut aussi considérer l'affaiblissement de deux autres grands rivaux des États-Unis : la Russie et le Japon. La Russie a non seulement perdu ses colonies, mais elle est en plein désarroi moral et, depuis une quinzaine d'années, se dépeuple rapidement (basse fécondité, surmortalité, émigration), en particulier en Sibérie et en Extrême-Orient. Depuis 2006, le Japon est entré dans l'ère de la dépopulation sur fond de vieillissement accéléré. Les perspectives sur le Japon « n° 1 mondial » qui avaient cours à la fin des années 1980 prêtent aujourd'hui à sourire. À l'horizon 2035, ni le Japon ni la Russie ne figureront parmi les 10 pays les plus peuplés du monde ; leur déclassement est inexorable ; en revanche, les États-Unis garderont leur troisième rang mondial (Tableau 1).

La montée de l'islam asiatique

Il est un phénomène nouveau dont on mesure mal la portée : la montée de l'islam asiatique. En 2035, quatre pays pourraient concentrer à eux seuls un milliard de personnes de confession musulmane : l'Indonésie, le Pakistan, le Bangladesh et l'Inde. Qu'y a-t-il de commun, cependant, entre l'islam syncretique de l'Indonésie et celui du Pakistan, plus conquérant ?

Peut-être convient-il de raisonner davantage en terme de culture qu'en terme de religion ; ce sont les valeurs asiatiques qui pourraient s'affirmer au détriment du mode de vie et de la civilisation à l'occidentale.

L'inversion de la pyramide des âges

Au moment où la population mondiale se polarise autour d'un petit nombre de pays, se produisent une inversion de la pyramide des âges et un vieillissement quasi universel. Ce vieillissement est la conséquence des baisses de fécondité et de mortalité du second xx^e siècle, qui ont altéré de façon décisive le flux des générations. Ces ruptures n'affectent pas les seuls pays développés (le *baby-boom*, puis le *baby-bust*), mais aussi et surtout les pays en développement, dont certains auront connu une période de croissance démographique inégalée de 1950 à 1970 (*l'explosion démographique* des auteurs anglo-saxons), suivie d'une baisse également sans précédent de leur fécondité et de leur mortalité dans le court intervalle d'une trentaine d'années. Entre 2005 et 2035, l'âge médian de la population mondiale passera ainsi de 27 ans à 34 ans : il était de 22 ans en 1970.

Comme tout changement sociétal majeur, le vieillissement sera à l'origine de tensions et exigera des adaptations économiques et sociales plus ou moins difficiles. Anticiper ces ajustements est d'autant plus nécessaire que le vieillissement, jusqu'alors associé aux pays développés, sera au cœur de l'évolution démographique de la très grande majorité des pays en développement, et contraindra, entre autres, la communauté internationale à réviser radicalement ses programmes d'assistance⁷. On voit déjà les signes avant-coureurs des difficultés à venir en Chine, où la politique de l'enfant unique des années 1970, accélérant la transition démographique, a mis à mal les traditionnels équilibres et solidarités entre générations au sein des familles, et ce, dans un contexte de disparition de la protection sociale et d'accentuation extrême des inégalités sociales (elles y sont d'ores et déjà plus profondes qu'en Inde).

En 2035, la structure par âge de l'ensemble des pays en développement devrait être similaire à celle que les pays développés connaissaient en 1980, sans que leurs niveaux de développement soient équivalents (Tableau 3). Autre différence majeure, alors que la structure par âge actuelle de ces derniers est le fruit d'une évolution qui, en moyenne, aura duré 150 ans, la même structure sera observée dans les pays en développement après moitié moins de temps. Il s'agit là d'un profil d'âge moyen : les pays à transition démographique tardive, comme ceux d'Afrique subsaharienne et d'Asie du Sud et de l'Ouest, auront encore une structure par âge très jeune. En revanche, le profil d'âge de certains pays d'Asie où la transition a été précoce et rapide, comme la Chine, la Corée du Sud ou la Thaïlande, sera comparable à celui des pays industriels d'aujourd'hui. On retrouvera une situation similaire dans certains pays d'Amérique latine. Dans les pays développés où les processus de vieillissement sont déjà anciens, l'âge médian passera de 39 ans en 2005 à 45 ans en 2035, et la part des personnes âgées de plus de 65 ans dépassera pour la première fois celle des jeunes de moins de 15 ans.

En 2035 : la structure par âge des pays en développement sera similaire à celle des pays développés en 1980

Entre 2005 et 2035, le volume du groupe d'âge des 65 ans et plus passera de 189 millions à 296 millions dans les pays industriels, mais triplera (de 131 à 336 millions) dans la seule Asie de l'Est. À l'intérieur même du processus de vieillissement se produit un glissement vers les âges de plus en plus élevés, qui conduit à une très forte augmentation du nombre, et de la proportion, des personnes très âgées (+ de 80 ans),

7. S. Raymond, « Foreign Assistance in an Aging World », *Foreign Affairs*, vol. 82, n° 2, 2003, p. 91-105.

Tableau 3. Structure par âge de la population mondiale
en 1980, 2005 et 2035
(en pourcentage de la population totale)

Âges (en années)	Pays développés			Pays en développement		Chine
	1980	2005	2035 (a)	2005	2035 (a)	2035 (a)
0-14	22,4	17,0	16,4	31,6	23,4	16,5
15-64	66,0	67,7	61,2	63,0	65,4	64,2
+ de 65	11,6	15,3	22,4	5,4	11,2	19,3

Note : (a) variante moyenne des différentes projections.

Source : Nations unies (2006), *op. cit.* [1].

particulièrement sensible dans les pays en développement. Elle marque l'apparition du quatrième âge. Entre 2005 et 2035, alors que dans les pays industriels le nombre des personnes de plus de 80 ans devrait doubler (de 42 à 89 millions), dans les pays en développement il ferait plus que tripler, passant de 41 millions à

143 millions. Cette population mondiale très âgée sera alors concentrée, pour plus de la moitié, dans un petit nombre de pays, industriels ou non : la Chine, l'Inde, le Japon, l'Allemagne et la Russie⁸. Notons aussi que ce vieillissement sera largement localisé dans les villes, compte tenu de la rapide urbanisation du monde, et féminisé, vu la moindre mortalité des femmes.

Le poids changeant de la dépendance

Un des aspects positifs de la progression en dents de scie des générations dans la pyramide des âges des pays du Tiers-Monde est qu'elle pourrait faciliter, pendant une période plus ou moins longue, le décollage économique. Avec la baisse de la fécondité, la contraction des générations allège dans un premier temps le poids qu'exercent les jeunes sur la population d'âge actif, même si elle l'alourdit quelques décennies plus tard, lorsque ces générations réduites ont à leur tour la charge de celles nées durant la période de forte croissance. En 2035, les pays en développement auront ainsi des rapports de dépendance (rapport du nombre de personnes âgées de moins de quinze ans et de plus de 65 ans aux personnes de 15 à 64 ans) similaires à ceux des pays développés en 1980. En attendant, le rapport de dépendance très élevé des années 1970 (le groupe des moins de 15 ans représentait jusqu'à 45 % de la population totale) diminue ou va diminuer au fur et à mesure du remplacement des générations nombreuses nées dans les décennies à forte croissance. Les Chinois ont baptisé cette période de baisse du rapport de dépendance *d'âge d'or démographique*, d'autres de *bonus démographique*. C'est durant celle-ci que des investissements massifs peuvent être effectués pour accélérer le décollage économique, pour constituer les réserves et bâtir les infrastructures nécessaires à la prise en

8. Nations unies (2006), *op. cit.* [1].

charge ultérieure de personnes âgées dont le nombre est appelé à augmenter considérablement. Cette stratégie a été appliquée par certains pays asiatiques où la forte croissance des facteurs de production (dont la main-d'œuvre), et non pas tant celle de la productivité, semble avoir joué un rôle clé dans leur percée économique⁹. En sera-t-il de même pour les pays du sud de la Méditerranée qui, dans la décennie à venir, vont entrer dans ce même *âge d'or démographique* ?

Dans les pays industriels, l'évolution est inverse, et liée au passage dans l'activité, puis dans l'inactivité, des générations du *baby-boom* des années 1945-1965, à leur remplacement par des générations aux effectifs réduits et à la réduction prévisible de la mortalité aux grands âges.

Dans les prochaines décennies, le monde fera face à deux défis : la poursuite de la poussée démographique de certaines régions du monde, notamment les plus déshéritées (Afrique subsaharienne, Asie du Sud), et la gestion de la décroissance démographique dans les pays les plus « avancés ». Les tendances à la marginalisation de l'agriculture, à la désindustrialisation – liée à l'accélération des gains de productivité –, font de l'emploi une priorité quasi universelle. Dans les pays du Tiers-Monde où les générations d'âge actif sont pléthoriques, les taux de chômage sont le plus souvent de 10 % à 50 %, voire davantage. La mondialisation tant décriée dynamise pourtant les économies et améliore le niveau de vie de dizaines de millions de personnes dans des puissances émergentes comme le Brésil, la Chine ou l'Inde. Ces derniers pays, en plein rattrapage, feront monter la tension sur les marchés énergétiques et aggraveront les craintes relatives au respect de l'environnement. Mais la question vitale restera celle de l'eau : aujourd'hui, seuls 18 % de la population mondiale ont accès à l'eau potable et à l'assainissement.

Les pays où la pyramide des âges se creuse à la base, et où le déficit de jeunes s'amplifie régulièrement, devront s'adapter à la pénurie chronique de main-d'œuvre (y compris non qualifiée), au ralentissement de la croissance, et à la perte d'attractivité de leurs marchés. Enfin, la viabilité des systèmes sociaux repose sur deux postulats : la pérennité de l'équilibre démographique et un dynamisme économique minimal ; ceux-ci ne se vérifient plus. Le *welfare state* est donc menacé. Il est peu probable que les gouvernements de ces pays ou, au moins, de ceux des pays où la fécondité aura baissé le plus, ou depuis le plus longtemps, se résignent à un déclin prononcé de leur population sans rien tenter. La question de la population peut donc redevenir une cause de tension internationale. Des politiques

9. P. Krugman, « The Myth of Asian Miracle », *Foreign Affairs*, vol. 73, n° 6, 1994, p. 62-78.

pro-natalistes unilatérales, et pas seulement dans les pays industriels d'aujourd'hui, pourraient compromettre la perspective, sans doute acceptable par une majorité de gouvernements, d'une stabilisation de la population mondiale.

On peut prévoir de grandes difficultés pour coordonner internationalement ces nouvelles politiques pro-natalistes, par essence nationales, au mieux régionales¹⁰. Il n'existe pas d'autorité internationale ayant le pouvoir légal ou fiscal de mettre en œuvre des politiques pro-natalistes, et l'on ne sait évidemment pas s'il en existera à l'avenir. Ce sera une tâche essentielle de la communauté internationale que de former un nouveau consensus autour d'un objectif démographique acceptable pour tous, comme la stabilisation de la population mondiale autour du niveau atteint vers la fin du XX^e siècle. Un déclin programmé entraînerait sans doute peu d'adhésions à cause des intérêts contradictoires qu'il mettrait en jeu. Et un laisser-faire international pourrait conduire à des oscillations démographiques résultant de la mise en œuvre anarchique, ou à contretemps, de politiques démographiques, ou tout simplement d'effets de mode.

S'agissant des grandes migrations des pays pauvres vers les principaux pôles de richesse (Amérique du Nord, Europe occidentale, Asie orientale, golfe Persique), une gestion coordonnée s'impose aussi, le nombre de candidats au départ ne cessant de croître : ceci vaut pour le choix des migrants comme pour leur intégration ou leur naturalisation.



MOTS CLÉS

Transition démographique
Natalité
Vieillessement des populations
Tiers-Monde

10. S.F. Harbison et W.C. Robinson, « Policy Implications of the next Demographic Transition », *Studies in Family Planning*, vol. 33, n° 1, 2002, p. 37-48.